

COMPTE-RENDU DU CONSEIL DE GESTION UFR DES SCIENCES

Mercredi 4 avril 2018

Université de Picardie Jules Verne

UFR des Sciences

33 rue Saint Leu

80039 Amiens cedex 1

cecile.poiret@u-picardie.fr

Tél : 03 22 82 75 20

Le Conseil de Gestion de l'UFR des Sciences s'est réuni le mercredi 4 avril 2018 à 14H00 sous la présidence de Françoise GILLET, Directrice de l'UFR des Sciences, en présence de :

- Madame Thouraya ABDELLATIF
- Monsieur Antony BEAUJEAN
- Madame Laure BRISOUX
- Madame Anna CANTALUPPI
- Monsieur Stéphane CHARVET
- Monsieur David CHATAUR
- Monsieur Alain COURNIER
- Monsieur Thomas GAUTHIER
- Monsieur Humberto HENAO
- Monsieur Samuel KAUFFMANN
- Monsieur Jean-Philippe MORIN
- Monsieur Pascal VANIET
- Madame Isabelle WALLET
- Monsieur Andreas ZEINERT

Avaient donné procuration :

- Madame Halima AHIDOUCH à Monsieur Humberto HENAO
- Madame Catherine DOLHEM-LIEVRE à Monsieur Stéphane CHARVET
- Madame Claude GUERY à Monsieur Andreas ZEINERT
- Madame Annie GUILLER à Monsieur Antony BEAUJEAN
- Madame Elise JANVRESSE à Monsieur Thomas GAUTHIER
- Madame Djemaa KACHI à Monsieur Jean-Philippe MORIN
- Madame Florence LEVE à Madame Laure BRISOUX
- Monsieur Laurent RENAULT à Madame Isabelle WALLET

Assistaient également à la réunion :

- Monsieur Jérôme BOSCHE
- Madame Aude COUTY
- Monsieur Jean-Luc GUERIN
- Monsieur Mathieu GAUTIER
- Madame Nathalie LEMÉE
- Monsieur Vincent MOREAU
- Madame Cécile POIRET
- Monsieur Alexis POTELLE
- Monsieur Alain RIVIERE
- Monsieur Vincent SEZNEC
- Monsieur Radu STANCU
- Monsieur Olivier VAN WUYTSWINKEL

Excusés :

- Madame Françoise FOURNET
- Monsieur Florence RODINGER



L'ordre du jour est le suivant :

1. Approbation des procès-verbaux :
 - Du 12 décembre 2017
 - Du 13 mars 2018
2. Calendrier des licences générales 2018/2019
3. Parcoursup :
 - Mise en place et fonctionnement des commissions d'examen des vœux (Président, membres, critères de classement...)
 - Directeur des études
 - Dispositif d'accompagnement des « oui si »
4. Questions diverses



Le quorum étant atteint, la Directrice ouvre la séance.

1. Approbation des procès-verbaux :

Les comptes rendus des CG des 12 décembre 2017 et 13 mars 2018 n'appelant aucune remarque sont mis aux voix :

- **le compte rendu du CG du 12 décembre 2017 est voté à l'unanimité moins 1 voix ne prenant pas part au vote,**
- **le compte rendu du CG du 13 mars 2018 est voté à l'unanimité moins 2 voix ne prenant pas part au vote.**



2. Calendrier des licences générales 2018/2019

Madame GILLET rappelle que le calendrier transmis aux composantes en décembre par le pôle OFRE a été voté lors du dernier conseil de gestion avec les modifications suivantes :

- o Une seule semaine de pré-rentrée,
- o Semaines d'examens session 1 des semestres 1, 3 et 5 en décembre, et des semestres 2, 4 et 6 sans stage en semaine 20,
- o Pour la Licence 3 avec stage long : semaines d'examens du semestre 6 - session 1 en semaine 17, rattrapages des semestres pairs et impairs en semaines 24, 25, 26, à l'exception de la Licence SVT – parcours PVIA en semaine 36.

Ce calendrier a ensuite été transmis aux services centraux en prévision de la RDD et de la CFVU se tenant la même semaine. Dans le même temps une autre version du calendrier a été transmise aux composantes pour passage en CFVU.

Le calendrier pour lequel le conseil de gestion doit voter ce jour est la 2^{ème} version comprenant 4 propositions pour la L1, 3 propositions pour les L2-L3, et 2 propositions pour les L2-L3 dont L3 avec stage d'une durée minimum de 2 mois ne pouvant entrer dans le calendrier des L2-L3.

La demande spécifique à la L3 SVT parcours PVIA n'a pas été retenue par les VP CFVU pour les raisons suivantes : contrainte calendaire liée aux saisines, harmonisation des calendriers licences générales, REL.

Monsieur BEAUJEAN précise qu'il y aura encore des particularités inhérentes au parcours PVIA.

Madame BRISOUX fait remarquer que le décalage des sessions de rattrapage des semestres pairs et des jurys en L3 impactera les calendriers des masters.

Monsieur COURNIER ajoute que la période des saisines sera terminée.

Madame GILLET soumet au vote les propositions suivantes :

- **La proposition 1 bis du calendrier L1 est votée à l'unanimité moins 1 abstention,**
- **La proposition 1 du calendrier L2-L3 (stage court) est votée à la majorité moins 1 voix contre,**
- **La proposition 1 du calendrier L3 avec stage d'une durée minimum de 2 mois ne pouvant entrer dans le calendrier des L2-L3 est votée à la majorité moins 7 abstentions et 4 voix contre.**



3. Parcoursup :

Monsieur CHARVET rappelle que si toutes les formations examinent les dossiers, seules les formations dont le nombre de candidats est supérieur à la capacité ordonnent les candidatures. L'examen des dossiers conduit aux décisions « oui » ou « oui si », seul le CMI Chimie est une formation sélective.

Monsieur CHARVET présente le support de formation remis lors de la formation du 26 mars dernier au Ministère décrivant l'interface prévue pour les membres des commissions d'examen des vœux (CEV) sur la plateforme Parcoursup. L'outil d'aide à la décision est un outil au service de l'équipe pédagogique qui compose la CEV, cette commission reste souveraine. Le paramétrage de cet outil est un élément de la démarche pédagogique de la CEV.

Les éléments dont disposent les CEV pour étudier les vœux sont :

- La fiche avenir : éléments d'appréciation sur la capacité du candidat à poursuivre son projet d'étude,
- Le projet de formation motivé,
- Les notes de première et de terminale.

Les propositions faites par l'Université seront transmises aux candidats à partir du 22 mai et jusqu'au 21 septembre (phase complémentaire).

Les grandes étapes des CEV :

- Etablissement du paramétrage,
- Examen des dossiers cas particuliers (DAEU, réorientation),
- Traitement des ex-aequo,
- Validation du classement pour le 18 mai.

Madame BRISOUX demande si les étudiants en situation de handicap ont une procédure particulière.

Monsieur CHARVET répond qu'il n'a pas eu de précision sur la prise en compte de ces aspects pour l'étude des candidatures.

Madame GILLET précise que du Référentiel est prévu pour les commissions.

Madame BRISOUX demande si les réorientations des L1 de l'année en cours sont prévues sur Parcoursup.

Madame GILLET répond qu'il n'y a peut-être pas eu suffisamment de communication faite sur ce point, ils devront passer sur la phase complémentaire. Parcoursup ne tient pas compte des redoublants et des candidatures relevant de Campus France.

Madame BRISOUX porte à la connaissance des membres du CG la motion portée par le comité de mobilisation de l'UPJV, et propose au CG de se prononcer sur le refus de nommer les présidents de commissions et de paramétrer l'algorithme.

Madame ABDELLATIF indique que dans les établissements du secondaire la mise en place de la procédure Parcoursup s'est faite rapidement. Le point qui a le plus porté à revendications était le fait de devoir donner un avis sur l'élève, de l'étiqueter et ainsi ne pas lui permettre une nouvelle chance. Il n'y a pas eu de levé franc de bouclier, à part des remarques qui ont été entendues. Tous les professeurs principaux ont mis leur avis sur Parcoursup.

Madame ABDELLATIF rappelle qu'il y a trois ans une réforme sur les passerelles est passée dans les lycées avec obligation de mettre en place des parcours pour pouvoir changer de voie. Après trois ans de réforme, il s'avère que les élèves restent dans leur spécialité. La possibilité est toujours offerte mais sur le terrain n'est jamais utilisée.

Madame GILLET soumet aux votes la motion du comité de mobilisation se prononçant contre la sélection des étudiants et refusant de nommer les Présidents des commissions d'examens des vœux et de paramétrer l'algorithme de Parcoursup.

La motion est votée à la majorité, moins 2 voix ne prenant pas part au vote et 7 voix contre.

Monsieur MOREAU fait remarquer que le CMI Chimie est une formation sélective.

Monsieur COURNIER demande quels seront les dispositifs mis en place pour les « oui si ».

Madame GILLET répond que les VP CFVU ont demandé aux composantes de réfléchir aux propositions de remédiation pour les candidats « oui si ». Pour répondre à ce dispositif, le Ministère devrait attribuer l'équivalent de 7 à 10 postes supplémentaires. Ces postes seraient répartis sur les composantes qui auraient mis en place de multiples dispositifs « oui si ». Pour exemple, à l'Université de Bourgogne, la remédiation et la remise à niveau des étudiants en français et mathématiques sont faites par des enseignants contractuels du secondaire.

La direction de l'UFR des Sciences propose le dispositif de remédiation UNISCIEL (Université des Sciences en Ligne). Les tests de positionnement sont déjà faits via UNISCIEL. Une réunion est prévue avec l'organisme pour faire le point sur ces dispositifs.



4. Questions diverses :

* Monsieur GAUTHIER demande la procédure à suivre pour modifier les MCC du Master Mathématiques pour l'année 2018/2019.

Madame GILLET indique que la direction de l'UPJV a initié un groupe de travail MCC qui soumettra à la CFVU des propositions sur les MCC générales. Pour les licences il faut attendre la parution du nouveau décret licence, qui propose notamment une inscription à l'UE. L'appel des MCC pour les licences sous réserve du nouveau décret, des licences professionnelles et des masters se fera prochainement pour un passage en CG au mois de mai.

Monsieur CHARVET indique que la collecte des données se fera à l'aide d'un fichier Excel comme les années précédentes sur lequel seront ajoutées les MCC pour les étudiants en régime spécifique (RSE).

Madame GILLET précise que les MCC des UE mutualisées ayant un même code sur APOGEE devront être identiques pour toutes les mentions concernées.

Monsieur VANIET demande s'il existe une procédure en cas d'annulation d'un examen, un délai pour prévenir les étudiants. Aux derniers partiels, certains étudiants ont été prévenus à 22 heures de l'annulation d'un examen programmé le lendemain.

Madame GILLET répond que cela n'a concerné qu'un partiel. La question reste posée pour les prochains examens planifiés sur une semaine de grève SNCF. L'établissement doit s'organiser très vite.

* Madame BRISOUX demande s'il y a de nouvelles informations concernant la modélisation des formations, notamment pour le Département Informatique.

Madame GILLET répond que la direction de l'UFR rencontre le VP CFVU en charge du dossier soutenabilité et accréditation lundi 16 avril, et le 17 avril avec les porteurs des mentions Mathématiques, Informatique, SVT et de la licence Chimie de Beauvais.

Monsieur CHARVET présente via l'ENT-structures d'enseignement, les structures déjà enregistrées sur APOGEE et celles en attente de modélisation. Cette modélisation est nécessaire pour pouvoir construire les emplois du temps sur Celcat.

* Monsieur BEAUJEAN demande l'état d'avancement des coportages de certains masters avec la Médecine.

Madame GILLET indique qu'une réunion s'est tenue avec Christophe BIDENT et les Doyens de Pharmacie et Médecine sur cette notion de coportage. Les collègues HU Médecins et a priori Pharmaciens n'ont pas de charge pédagogique, ils n'ont pas l'obligation de faire 192 UC. Les charges pédagogiques réalisées par les Médecins sont donc mises à zéro.

Concernant le Master ISC pour le M1 comme pour le M2, ce sont essentiellement des collègues de Sciences (Mathématiques et SVT) qui interviennent.

La direction de l'UFR avait sollicité un coportage tripartite pour le Master Biologie Santé qui délivre 3 parcours types. Ce coportage existe déjà entre les UFR de Médecine et de Pharmacie. Les doyens ont décliné cette proposition.

La question a été posée concernant les collègues qui réalisent des heures dans d'autres composantes. Actuellement, la règle au niveau de l'UPJV implique que l'export se fasse en dehors du service. Ce qui génère des heures complémentaires et ainsi moins de temps dédié à la recherche. N'y a-t-il pas intérêt pour l'établissement d'intégrer ces heures d'export dans le service pour partie, avec un cadrage ? A ce jour, il n'y a pas de solution trouvée pour éviter ces problèmes de comptabilité d'heures des collègues import – export.

L'UE transverse, l'Anglais et les MCC seront prévus à l'ordre du jour du prochain Conseil de Gestion.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.